

Le journaliste a passé un très sale temps hier après avoir fait sur sa propre radio (RIS FM) un éditorial sur la gestion des fonds liés au Covid-19. Invité de toute urgence au Ministère de la communication, une fois sur les lieux, Sismondi Barlev Bidjocka sera séquestré sous le regard du Minsitre Sadi et ensuite conduit à la direction de la police judiciaire pour audition. Sur les réseaux sociaux, il raconte lui-même son histoire et dit vouloir donner une suite judiciaire à celle-ci

Chers amis auditeurs, Bonjour !

Souvenez-vous, j'ai toujours dis ici que je suis prêt à tout moment à rendre compte de mon travail, mais dans les règles de du droit, parce que le président de la république nous a légué un héritage démocratique qui intègre l'état de droit. Cet héritage que nous devrions préservé est malheureusement et de toute évidence entrain d'être détruit par ceux là même qui devraient l'aider à sortir par la grande porte. Ceux qu'il a considéré comme étant ses hommes de confiances.

L'histoire que je vais vous raconter en deux minutes sort de l'ordinaire pour deux raisons, l'acteur principal, et les méthodes. L'histoire est allée vite, entre 12h20 et 22h10.

Hier j'ai rédigé un éditorial portant sur la gestion de COVID-19 qui fait des vagues en ce moment. Jusque là, nous étions tous convaincu que le seul responsable c'est le ministre de la santé. je l'ai moi aussi cru à un moment. Tombé sur des nouvelles informations, il était normal que je fasse toujours mon travail, à savoir, informer l'opinion nationale qui se pose des questions.

Je termine Mon programme à l'antenne hier à 10h comme de tradition, et j'honore à quelques rendez-vous administratifs pour la Radio.

Il est presque 12h30 quand je décide de rentrer chez moi. presque devant mon portail, je regarde l'écran de mon téléphone et je me rend compte que le Directeur de l'observatoire des médias privés Monsieur Atangana Manda a essayé de me joindre avec le confrère Olivier Bellé. Je rappelle Monsieur Manda qui m'informe que le ministre de la communication René Sadi est en colère parce qu'on a dit que son département a reçu huit milliards de CFA. Il me propose donc de démentir, avec la version de son patron. On se sépare à l'hôtel prestige une demi heure plus tard. Vous savez bien chers auditeurs, toute la considération que j'ai toujours eu sur cette antenne pour le travail de Monsieur Sadi.

De retour chez moi vers 16h, je dois immédiatement me rendre à un rendez-vous pour obtenir plus d'informations de ma source que j'ai préalablement appelé et qui m'a invité à me rendre quelque part pour entrer en possession de certaines informations démonstratives. je suis le premier au lieu du rendez où j'ai débarqué avec deux petits enfants trois ans et un an et demi, question de leur permettre de sortir un peu de la maison. Nous étions donc à peine installer que le directeur de l'observatoire des médias Charles Atangana Manda m'appelle avec insistance pour me dire que le Ministre Sadi veut me voir à tout prix. Il est si insistant que j'accepte, compte tenu des bonnes relations que nous avons. Une fois au Ministère je me rends au cabinet du ministre, où se trouvent déjà installés, le DAG, le commissaire de police Meva et un inspecteur principale. le ministre prend la parole, fait son speech, rappelant que depuis des siècles où il est au gouvernement son nom n'a jamais été cité dans une affaire d'argent mal géré. il veut savoir comment j'en suis venu à écrire sans le consulter. ce à quoi je répons qu'il a tort, non seulement j'ai essayé de le consulter, mais j'ai aussi contacté un personnage qui lui est proche et à qui il m'avais dit pouvoir contacter rapidement en cas de besoin. au bout d'une centaine d'essais je parviens à le joindre et il me promet une réponse qui n'est jamais venu. plus tard, il va m'expliquer qu'il n'aime pas être porteur de ce genre de nouvelle parce la

susceptibilité de certains membres du gouvernement est tel qu'ils peuvent accuser le messenger d'être l'auteur de leur problèmes.

au bout d'un moment, les échanges s'échauffent parce que le DAG présents veut jouer le père fouettard. je dis alors au ministre que je suis venu pour une rencontre amicale, et je ne comprend pas d'ailleurs pourquoi il y a la police partout et tout ce déploiement. Je lui fais comprendre que je m'interdis de parler de certaines choses devant tout le monde, que si le DAG continue je rentre chez moi parce que j'ai deux petits enfants au secrétariat. J'avais à peine bougé le pied que les deux gorilles ont bondit sur moi, les deux me tirant par le pantalon et me déshabillant devant mes enfants, devant le ministre SADI, silencieux dans son canapé. De toute évidence c'était un scénario prévu, j'avais vu juste. ils me trainent à la DGSN, où ils essayent de me faire dire que c'est Malaouda qui m'a donné les informations. Peu importe qui m'a donné, c'est vrai ou faux ? il répond faux. ce à quoi je demande de me laisser aller vers ma source pour leur apporter les dernières informations que j'aurai dû déjà avoir de ma source s'ils ne m'avaient pas enlevé et séquestré avec deux petits enfants de un an et demi et trois ans **DONT L'UN GRAVEMENT MALADE** dans les sinistres bureaux de la DGSN de 17h à 22h00. cinq heures. C'est pire qu'un crime contre l'humanité.

Je voulais ici réitérer ma détermination à faire mon travail, rien que mon travail. Pour le respect que j'ai pour son âge, je m'interdis encore d'user d'un certain vocabulaire pour exprimer ce que le ministre SADI a organisé hier dans son cabinet.

un vaste remaniement ministériel approche, et certains sont frileux à l'idée de ne plus en faire parti même après quatre décennies aux affaires. alors, ils font feux de tout bois, et paniquent à la moindre vapeur d'eau.

Je répète peu importe ce que chacun a eu dans ces fonds de solidarité, nous allons le savoir, et le dire. Le temps de l'intimidation à deux balles est passé, terminé; nous sommes, désormais en république, et ceux qui sont assez vieux pour ne pas s'adapter n'ont qu'à quitter le train, parce que ce pays doit avancer avec ou sans vous.